

**Convention collective**

**IDCC : 8831. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES, SCIERIES AGRICOLES  
ET PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE  
(Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère et Puy-de-Dôme)  
(16 septembre 1986)**

(Etendue par arrêté du 6 février 1987,  
*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> mars 1987)

**AVENANT N° 34 DU 24 AVRIL 2013**

NOR : AGRS1497003M

IDCC : 8831

Entre :

Les syndicats des exploitants forestiers et scieurs des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme ;

Les syndicats des propriétaires forestiers sylviculteurs des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Puy-de-Dôme,

D'une part, et

Les syndicats de la FGA CFDT des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme ;

Les syndicats de la CFTC des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'article 7 « Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » de la convention collective sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Sous réserve des dispositions particulières de l'article L. 1142-2 du code du travail et sauf si l'appartenance à l'un ou l'autre sexe répond à une exigence essentielle et déterminante de l'exercice d'un emploi ou d'une activité professionnelle, aucun employeur ne peut prendre en considération le sexe ou la situation de famille en ce qui concerne les offres d'emploi, l'embauche, les promotions, les mutations, la résiliation du contrat de travail, la rémunération, la formation, l'affectation, la qualification, la classification dans un poste déterminé.

Par ailleurs, il est fait application des dispositions de l'accord national du 29 octobre 2009 sur l'égalité professionnelle et salariale en agriculture, pour les entreprises et les salariés relevant de la présente convention collective. »

## Article 2

Les dispositions de l'article 17 « Participation aux commissions » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les employeurs sont tenus de laisser des libertés suffisantes aux salariés appelés à participer aux commissions mixtes et aux commissions paritaires prévues par la présente convention.

Les salariés en activité bénéficient de l'autorisation de s'absenter de leur travail pour participer à la réunion d'une commission mixte ou d'une commission paritaire sur présentation, à l'employeur, d'une convocation écrite.

Dès qu'il a connaissance de la date de la commission et au plus tard 48 heures après la réception de la convocation de son organisation syndicale, le salarié demande une autorisation d'absence à son employeur, selon les modalités prévues par l'accord relatif à l'organisation de la négociation collective en agriculture.

Les modalités relatives à la participation et au maintien de la rémunération pendant le temps nécessité par la tenue de la commission, ainsi que les modalités d'indemnisation des frais de déplacement, sont définies par les dispositions de l'accord national du 21 janvier 1992 relatif au financement de la négociation collective en agriculture, modifié par ses avenants ultérieurs, sous réserve qu'il soit employé dans une entreprise comprise dans le champ d'application de la présente convention. »

## Article 3

Les dispositions de l'article 54 « Congés payés » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les congés payés annuels sont attribués conformément aux dispositions des articles L. 3141-12 et suivants du code du travail.

La période de congés payés est fixée :

- soit du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre de chaque année ;
- soit du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre de chaque année et du 15 décembre au 15 janvier de l'année suivante.

Lorsque le congé ne dépasse pas 12 jours ouvrables, il doit toujours être pris en continu.

Lorsque le congé est supérieur à 12 jours ouvrables, il peut être fractionné, une des fractions devant être au moins égale à 12 jours continus.

Ces 12 jours doivent être pris pendant la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre.

Les autres jours restant dus peuvent être accordés en une ou plusieurs fois en dehors de cette période, et ne donnent pas lieu à l'attribution de jours supplémentaires pour fractionnement lorsqu'ils sont pris pendant la période du 15 décembre au 15 janvier de l'année suivante.

Sauf en cas de circonstances exceptionnelles, l'ordre et la date de départ fixés par l'employeur après avis, le cas échéant, des délégués du personnel, ne peuvent être modifiés dans le délai de 1 mois avant la date prévue pour le départ ; la date de retour est impérative, toute prolongation de congés qui n'aurait pas fait l'objet d'un accord écrit préalable est, sauf en cas de force majeure, constitutive de faute susceptible de sanction.

Les salariés rémunérés à la tâche bénéficient des congés payés dans les mêmes conditions que les autres salariés. Toutefois, ceux d'entre eux qui ne travaillent pas de façon permanente pour une entreprise perçoivent à l'occasion de chaque paie une indemnité de congés payés égale à 11,20 % de leur rémunération de base hors frais de mécanisation (dont 10,9 % au titre des congés payés et 0,3 % au titre de l'incidence des jours fériés). »

#### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet le lendemain de la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Clermont-Ferrand, le 24 avril 2013.

(Suivent les signatures.)